

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE SAS

ZI de Saint-Juéry
9 rue François Arago
81000 Albi

Références : 81-CRARC-2024-146
Code AIOT : 0006802238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement VERALLIA FRANCE SAS implanté ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est menée suite à un contexte de sécheresse, marqué par des restrictions de prélèvements d'eau durant l'été 2023. L'objectif est de contrôler le respect de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et l'arrêté préfectoral du 16 juin 2023 portant mesures de restriction, en période de sécheresse, sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau applicables au site.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a procédé à une vérification de l'autosurveillance des rejets résiduels, au suivi des équipements sous pression et aux suites de l'inspection du 27 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE SAS
- ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi
- Code AIOT : 0006802238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA FRANCE SAS est spécialisée dans la fabrication de verre creux ; son siège social est situé à Courbevoie (92400). Elle dispose de neuf établissements secondaires répartis sur le territoire national, à savoir : Chalons-sur-Saône (71), Cuffies (02), Oiry (51), Saint-Romain-le-Puy (42), Lagnieu (01), Chateaufort (16), Pérols (34), Mérignac (33) et Albi (81).

L'établissement d'Albi (ex. Verrerie Ouvrière d'Albi) exploite sur le site de la zone industrielle Albi – Saint-Juéry, une verrerie historique fabriquant des bouteilles de verre pour le marché de l'emballage alimentaire (vins et spiritueux notamment).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29 décembre 1997 modifié à plusieurs reprises. L'arrêté complémentaire signé le 15 décembre 2015, faisant suite à la transmission par l'exploitant du dossier de réexamen dans le cadre de la transposition de la directive européenne IED, reprend désormais l'ensemble des prescriptions applicables à ce site. Il a été complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du :

- 4 janvier 2019 modifiant certaines prescriptions relatives à la stratégie incendie et à la surveillance des eaux souterraines ;
- 13 septembre 2021 relatif au changement d'exploitant au profit de la société VERALLIA France ;
- 1er juillet 2022 relatif à l'actualisation du classement des activités faisant suite à des modifications non substantielles des installations ;
- 17 juillet 2024 relatif à l'abaissement des prélèvements d'eau sur le réseau de distribution public et dans les eaux souterraines.

L'établissement relève de la directive européenne relative aux émissions industrielles, dite «IED» au regard de la rubrique 3330 (fabrication du verre d'une capacité de production supérieure à 20 t/j). Sa situation administrative est régulière.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Equipements rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	1 mois
12	Situation administrative : rubrique 1510	Décret du 24/09/2020, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
5	Adaptations locales	AP Complémentaire du 16/06/2023, article 4	Sans objet
6	Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires dans une STEP	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.9.2	Sans objet
7	Fréquences de l'autosurveillance de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4.1	Sans objet
9	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
10	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 3 non conformités pour lesquelles des justificatifs peuvent rapidement être transmis ou des actions correctives peuvent rapidement être réalisées par l'exploitant. Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats :

La société VERALLIA France Albi était autorisée à prélever 50 000 m³ d'eau sur le réseau de distribution public (soit 158 m³/j) et 5 000 m³ (soit 12 m³/j).

Au cours de l'été 2023, le bassin hydrographique composé des affluents du Tarn moyen (du Rance à la Confluence avec l'Agout) dans lequel se situe l'établissement exploité par la société VERALLIA France Albi a été placé par arrêtés préfectoraux :

- en alerte renforcée du 15 juillet au 18 août 2023 ;
- en crise du 19 août au 3 novembre 2023 ;
- en vigilance du 4 novembre au 11 novembre 2023.

Les réductions des prélèvements d'eau imposées à VERALLIA France Albi, à savoir :

- 5% en vigilance soit des prélèvements maximum autorisés de 150 m³/j sur le réseau de distribution public et 12 m³/j dans les eaux souterraines ;
- 10% en vigilance soit des prélèvements maximum autorisés de 141 m³/j sur le réseau de distribution public et 12 m³/j dans les eaux souterraines ;
- 25% en vigilance soit des prélèvements maximum autorisés de 117 m³/j sur le réseau de distribution public et 11 m³/j dans les eaux souterraines ;

ont été atteintes dans les délais impartis par les arrêtés préfectoraux réglementant temporairement l'usage de l'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p>
Constats : <p>A défaut de relevés journaliers des prélèvements d'eau (l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 modifié relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ne prévoyant que des relevés mensuels), le calcul du volume de référence journalier a été réalisé à partir des prélèvements annuels divisés par le nombre de jours travaillés.</p> <p>Ce volume de référence journalier a été repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2023 correspond à des prélèvements maxi de (hors restrictions) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 158 m³/j sur le réseau de distribution public ; • 12 m³/j dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits

<p>et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au titre de l'année 2023, la société VERALLIA France Albi n'était pas concernée par un des critères d'exemption des mesures de réduction sur les prélèvements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé au point de contrôle n°1, le bassin hydrographique composé des affluents du Tarn moyen a été soumis à une période de sécheresse avec des niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise du 15 juillet au 4 novembre 2023, soit un total de 16 semaines.</p> <p>A ce titre, l'exploitant a procédé à l'ensemble des transmissions sur le site "démarches</p>

simplifiées".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Adaptations locales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mesures de restrictions
Prescription contrôlée : [...] <p>En période de sécheresse et conformément à l'article L.211-3 du Code de l'environnement, l'exploitant est soumis à des réductions du prélèvement d'eau.</p> <p>Ces réductions sont calculées par rapport aux prélèvements journaliers maximaux autorisés et s'appliquent en fonction des seuils ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • seuil d'alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5%, soit un prélèvement maximal autorisé de 162 m³/jour (dont 150 m³/jour prélevées sur le réseau de distribution et 12m³/jour prélevées en eaux souterraines); • seuil d'alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10%, soit un prélèvement maximal autorisé de 153 m³/jour (dont 141 m³/jour prélevées sur le réseau de distribution et 12m³/jour prélevées en eaux souterraines) ; • seuil de crise: réduction du prélèvement d'eau de 25%, soit un prélèvement maximal autorisé de 128 m³/jour (dont 117 m³/jour prélevées sur le réseau de distribution et 11 m³/jour prélevées en eaux souterraines).
Constats : <p>L'inspection a pris connaissance des transmissions hebdomadaires réalisées par l'exploitant sur le site "démarches simplifiées" et s'est assurée, au fil de l'eau, du respect des restrictions en période de sécheresse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires dans une STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires dans une STEP
Prescription contrôlée : <p>Rejet n° 2 : Effluents des eaux résiduaires</p> <p>Matières en suspension : 600 mg/m³ DCO : 2000 mg/m³ DBO₅ : 800 mg/m³ Indice hydrocarbures : 20 mg/m³ Phosphore Total : 50 mg/m³ Sulfates : 1000 mg/m³</p>

<p>Azote global : 150 mg/m³ Fluor : 15 mg/m³</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'autosurveillance des rejets sur les eaux résiduaires, les résultats des analyses mensuelles et annuelles ne font état d'aucun dépassement des valeurs limites d'émissions sur la période allant du 1er janvier 2023 au 30 septembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Fréquences de l'autosurveillance de la qualité des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre sur les eaux résiduaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mesures en continu : pH, température et débit • mesures mensuelles : MES, DBO5, DCO, azote, phosphore, fluor, sulfates, hydrocarbures • contrôle externe (mesures comparatives) annuel : pH, température, débit, MES, DBO5, DCO, azote, phosphore, fluor, sulfates, hydrocarbures, As, métaux totaux, Pb, Cr6+, Zn, Sn
<p>Constats :</p> <p>Toutes les eaux résiduaires (eaux domestiques et eaux industrielles) du site sont canalisées vers le point de rejet n°2 avant raccordement à la station d'épuration urbaine d'Albi. Ce point de rejet est équipé d'un canal Venturi permettant la mesure en continu du débit. Trois sondes complètent ce dispositif afin de mesurer en continu le pH, la température et les hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant sous-traite au laboratoire, chargé du contrôle externe annuel, les mesures mensuelles. L'exploitant transmet régulièrement à l'inspection les résultats de ces analyses et les saisies dans l'application GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit saisir journallement dans GIDAF le débit cumulé sur 24h ainsi que les valeurs moyennes pour le pH et la température issus des mesures en continu réalisées en interne. Actuellement, la valeur saisie est identique pour tout le mois et correspond au débit mesuré (une fois par mois) pendant 24h par le laboratoire.</p> <p>Cette correction sera prise en compte à partir de la déclaration de décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Equipements rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Sur la canalisation de rejets des eaux résiduaires est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.</p> <p>La détermination du débit rejeté doit se faire par mesure en continu avec enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait le choix de sous-traiter les analyses d'autosurveillance mensuelles auprès d'un laboratoire. Par conséquent, il ne dispose pas d'instrumentation permettant le prélèvement en continu ; cette opération étant réalisée par le laboratoire avec son propre matériel. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si l'échantillon prélevé par le laboratoire était conservé à une température de 4 °C.</p> <p>La mesure en continu du pH, de la température et du débit est enregistrée sur un logiciel d'acquisition de données. Lors de l'inspection, il a été constaté que cet enregistrement n'était plus opérationnel depuis le 16 octobre 2024.</p> <p>Par courrier électronique en date du 12 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que l'enregistrement des mesures en continu du débit, du pH et de la température sur les rejets d'eaux résiduaires du site avait repris depuis le 11 décembre 2024 à 11h45. Cet incident était lié à un défaut de connexion entre la station et le logiciel d'acquisition.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera auprès du laboratoire que l'échantillon prélevé sur 24 heures est conservé à une température de 4 °C.</p> <p>La mesure en continu des différents paramètres et leur enregistrement sur le logiciel d'acquisition doivent faire l'objet d'un suivi régulier par l'exploitant afin d'éviter toute perte de données.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant dispose d'une liste de l'ensemble des équipements sous pression présents au sein de l'établissement. Cette liste comporte toutes les informations requises par la réglementation en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. L'inspection périodique est réalisée :

- [...] ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Suivant la liste des équipements sous pression fournie par l'exploitant, les appareils soumis à l'obligation d'inspection périodique sont à jour de leur contrôle réglementaire. Le contrôle de terrain a porté sur les deux équipements sous pression suivants :

	Équipement n° 1	Équipement n° 2
Type d'équipement	Récipient : cuve 105A (déchargement chauds électrofiltre)	Récipient : cuve 016A (avant sécheur Donaldson - four 2)

N° d'équipement	P37289	X3077
Fabricant	CORDIVARI	X-PAUCHARD
Date ou année defabrication	2007	2005
Date de la dernière inspection périodique	19/11/2021	02/11/2023
Date de la dernière requalification périodique	19/12/2017	19/11/2015
PS (bar)	12	10,7
Volume (L) ou DN (situyauterie)	986	3000
PS.V ou PS.DN	11 832	32 100
État du fluide	Gaz	Gaz

Nature du fluide	Air	Air
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 11 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II. Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>Suivant l'attestation de requalification périodique N° 250067 de la cuve 105A, cette opération a été réalisée le 19 décembre 2017 par l'ASAP (Association pour la sécurité des appareils à pression). Or, la date frappée sur la plaque constructeur est le 19 décembre 2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se rapprocher de l'ASAP afin de corriger la date de requalification périodique mentionnée sur la plaque constructeur de la cuve 105A (lire : 19/12/2017).</p>

mentionnée sur la plaque constructeur de la cuve 105A (lire : 19/12/2017).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Situation administrative : rubrique 1510

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Appréciation des dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 27 juin 2023, il a été demandé à l'exploitant d'apporter des informations complémentaires nécessaires pour définir sa situation administrative au titre de la rubrique 1510 notamment en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • son organisation par rapport au stockage des palettes combustibles et incombustibles ; • les quantités de matières combustibles présentes et les rubriques ICPE associées par zone de stockage de produits combustibles ; • les distances entre les différentes zones de stockage de produits combustibles. <p>Une étude complète relative au classement au titre de la rubrique 1510 est en cours de finalisation après d'un bureau d'études. L'exploitant s'est engagé à fournir cette étude au plus tard pour le 31 mars 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection l'étude relative au classement du site au titre de la rubrique 1510 au plus tard pour le 31 mars 2025. Cette étude précisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le classement retenu ; • les éventuels écarts identifiés au titre de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts ; • l'échéancier des travaux de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois